
Plantations de palmiers à huile et accaparement de l'eau : Côte-d'Ivoire et Gabon

La production industrielle d'huile de palme en Afrique occidentale et centrale est principalement contrôlée par cinq sociétés : Socfin, Wilmar, Olam, Siat et Straight KKM (anciennement Feronia). Ces multinationales contrôlent environ 67 % de la superficie des plantations industrielles de palmiers à huile mises en place avec des investissements étrangers et pourraient conduire à une expansion continue. (1) L'établissement de leurs plantations industrielles a été associé à de nombreux impacts sur les populations et les territoires.

L'impact sur la disponibilité de l'eau pour les communautés qui vivent dans et autour des plantations industrielles de palmiers à huile est systématique et dramatique. Il devient de plus en plus évident avec les nombreux témoignages des communautés sur la pénurie d'eau et la pollution de l'eau.

Les plantations industrielles se traduisent souvent par la disparition de lacs, de sources ou de cours d'eau, ce qui affecte directement les moyens de subsistance et le bien-être des communautés. L'eau potable devient rare ou inexistante. En outre, l'utilisation intensive de produits chimiques dans les plantations et les usines de transformation entraîne une forte pollution des ressources en eau qui restent disponibles, ce qui pose un risque sanitaire grave pour la population, les travailleurs et toutes les formes de vie dans ces zones. Cela met également en péril la souveraineté alimentaire locale, car l'accès à l'eau pour les cultures devient de plus en plus difficile, ainsi que pour la pêche et l'eau potable pour le bétail. En conséquence, ce sont souvent les femmes et les filles qui sont obligées de parcourir de plus longues distances à pied pour aller chercher l'eau potable. Non seulement cela augmente fortement leur charge de travail, mais cela les expose également à des risques de violence sexuelle et de harcèlement pendant les trajets à pied.

Les plantations de palmiers à huile accaparent systématiquement les ressources des communautés et des forêts. La terre et l'eau sont interdépendantes et ne peuvent être séparées. La crise de l'eau n'existerait pas si les entreprises n'avaient pas pris les terres des communautés. Pour elles, il n'y a donc qu'un mouvement de résistance unique : revendiquer leurs territoires, avec tout ce qui leur appartient.

Une filiale de Wilmar en Côte-d'Ivoire PalmCi

Wilmar International, multinationale présente en Asie et en Afrique et premier négociant d'huile de palme au monde, dispose d'une superficie plantée totale déclarée de 232 053 hectares dans le cadre de son segment plantations de palmiers à huile et raffinage de sucre sur les deux continents. La société possède directement trois raffineries d'huile de palme en Afrique, ainsi que huit raffineries indirectement par l'intermédiaire de ses sociétés associées. En Côte d'Ivoire, Wilmar s'approvisionne en huile de palme auprès du groupe SIFCA, détenu à 27 % par Wilmar et bénéficiant de son soutien. Pour sa part le groupe SIFCA gère ses activités de plantation de palmiers à huile dans ce pays dans le cadre de PalmCi, qui dispose de 9 361 hectares de surfaces plantées dans le département d'Aboisso.

Yaproko est un petit village situé à environ 50 km d'Aboisso. Pour entrer dans le village, il faut passer un portail contrôlé par le personnel de sécurité de l'entreprise. Pour atteindre le village en voiture, le principal itinéraire fait passer le portail et continuer sur les routes à l'intérieur des plantations de PalmCi.

En 2020, un article du Bulletin WRM a alerté sur la situation catastrophique que vivent les habitants de Yaproko depuis des années en ce qui concerne l'accès à l'eau. (2) Une femme expliquait alors : « *La situation dans laquelle nous vivons dure depuis des décennies, et personne ne fait rien. [...] Le pire dans tout cela, c'est l'eau que PalmCi nous fournit une ou deux fois par semaine, car cela divise le village pour la distribution. L'eau, qui arrive dans des camions-citernes très sales, n'est pas utilisable : après avoir fait notre toilette avec, on a des démangeaisons sur tout le corps. C'est ce même camion-citerne qui approvisionne en eau les plantations. [...] Quand il pleut, tout le village se réjouit, car les femmes vont chercher l'eau de pluie pour le ménage et d'autres usages. La vie quotidienne des villageois de Yapokro est préoccupante.* »

En 2022, WRM s'est rendu à Yaproko et s'est entretenu avec des villageois. Les gens ont dit qu'il y avait de la forêt partout dans cette zone jusqu'au jour où des agents forestiers sont arrivés et ont abattu toute la forêt, à l'exception d'une petite partie qui a été laissée à la communauté. Ensuite, Sodepalm (aujourd'hui PalmCi) est arrivée et a installé les plantations, encerclant Yaproko avec ses plantations. Et c'est à ce moment-là que tous les problèmes et conflits ont commencé.

Les villageois ont expliqué qu'ils demandent depuis longtemps que PalmCi fournisse de l'eau potable dans la mesure où la rivière est polluée. PalmCi a commencé à fournir de l'eau dans des citernes, mais les gens avaient de nombreux problèmes de peau lorsqu'ils utilisaient cette eau, en partie parce que l'entreprise ne nettoyait pas régulièrement les citernes. Malgré plusieurs demandes exigeant la construction d'un château d'eau, la communauté attend toujours. Lors des discussions qui ont eu lieu pendant la visite à Yapokro, il est apparu clairement que cette crise fondamentale reste insupportable pour les communautés.

Par ailleurs, les femmes se disent menacées et arrêtées lorsqu'elles entrent dans les plantations pour ramasser des champignons et des noix laissées après la récolte. Lorsqu'un membre de la famille vient leur rendre visite, les femmes ne peuvent pas offrir de noix de palme en cadeau, car les visiteurs risquent d'être arrêtés et harcelés par les agents de sécurité. Cela signifie également que les femmes ne peuvent pas vendre l'huile traditionnelle qu'elles produisent dans les villages ou les marchés locaux. Les femmes de Yaproko sont confrontées à une violence structurelle. La crise de l'eau ne fait qu'aggraver leur situation désastreuse.

Les villageois ont raconté comment, lorsque des représentants du gouvernement sont venus à Yaproko, ils leur ont offert un verre d'eau pour se rafraîchir ; voyant la couleur et sentant l'odeur, ils ont refusé et ont fait toutes sortes de promesses pour résoudre les problèmes en matière d'eau. Les promesses ont néanmoins été oubliées dès que ces responsables ont quitté le village.

La multinationale Olam au Gabon

Au Gabon, un partenariat public-privé réunissant la multinationale agroalimentaire Olam et le gouvernement gabonais a commencé en 2012 à mettre en place des plantations industrielles sur des terres reçues gratuitement du gouvernement. Les activités de l'entreprise sont liées à la déforestation et à des conflits fonciers sur ses concessions de palmiers à huile, d'hévéa et de bois d'œuvre. Un rapport WRM de 2020 a mis en évidence la façon dont l'entreprise se dissimule derrière de fausses déclarations de « déforestation zéro » tout en négligeant les droits des

communautés.

Des villages comme Mbadi, Sanga, Mboukou, Rembo et Mounigou ont été particulièrement touchés par la mise en place de la vaste plantation industrielle d'OLAM. Malgré la résistance locale, l'entreprise a étendu ses cultures de palmiers à huile jusqu'à 200 mètres des fermes des villageois, clôturant presque les villages. Cette expansion est particulièrement inquiétante compte tenu de l'utilisation massive de pesticides dangereux dans les plantations. Ces produits chimiques se sont répandus dans les terres communautaires environnantes, contaminant ainsi les petites exploitations agricoles. (3)

Déjà, en 2018, un article du Bulletin WRM alertait sur la difficile situation du village de Sanga en ce qui concerne l'approvisionnement en eau. (4) La principale source d'eau du village, située à environ 50 mètres des maisons, est polluée du fait de l'avancée des plantations. En réponse aux plaintes des villageois, OLAM a construit un puits à proximité de la source d'eau polluée, qui est alimenté par la même nappe phréatique contaminée. Les gens utilisent l'eau des marécages pour divers besoins de base, notamment pour la boisson, la pêche et l'assainissement. En raison de l'expansion de la plantation, des cours d'eau ont été remblayés pour permettre la culture du palmier à huile. En plus d'entraver l'accès des communautés locales aux bassins versants et de fermer l'accès aux lacs. Les femmes ont été particulièrement touchées puisque la pêche, une activité traditionnelle importante, a été particulièrement affectée par la modification du débit des cours d'eau par l'entreprise.

Les villageois riverains des plantations d'Olam au Gabon ont témoigné en juillet 2022 de leur situation actuelle concernant la qualité et la disponibilité de l'eau. Voici leurs témoignages :

Un membre du village Boungounga, a expliqué : « Nous avons constaté que l'eau de la rivière OVigui a changé de goût, qu'elle est polluée et que même le poisson a changé. Les poissons ne durent même pas deux jours ; ils passent une nuit et le lendemain matin ils se transforment en pâte. Nous sommes obligés de nous déplacer, peut-être jusqu'à 4 km, pour arriver à une autre rivière. Nous ne pouvons plus vivre de la rivière OVigui. Nous avons envoyé une réclamation à l'entreprise par rapport à ce problème d'eau. Nous attendons de voir s'il y aura des actions parce qu'ils nous ont promis... mais avec eux, c'est toujours des promesses. En attendant, nous continuons à souffrir. »

Un membre du village de Yamba, a déclaré : « Depuis que nous étions là-bas, nous vivions de nos lacs, de nos forêts, des fruits. Nous étions bien ; nous n'avons aucune difficulté. L'entreprise a passé des contrats sociaux avec les villageois, mais jusqu'à aujourd'hui, cela n'a jamais été respecté et nous attendons toujours. Ils ne font que des promesses. OLAM a asséché nos lacs, où nous avons l'habitude de pêcher. L'entreprise veut nous faire croire qu'ils n'ont pas asséché nos étangs, mais nous habitons là et nous connaissons tous les étangs qui existaient. Chaque étang dans la zone de Yamba porte un nom. Ils ont asséché plusieurs étangs. De plus, avec les produits chimiques qu'OLAM utilise pour ses palmiers, les poissons n'arrivent plus à subsister dans les lacs restants. C'est pareil dans nos rivières. La quantité et la qualité du poisson que nous avons sont perdues, car l'eau est polluée. Les jours où on va pêcher, c'est difficile d'avoir la quantité de poisson qu'on avait avant. Le poisson, en ce moment, ne vit plus dans la rivière Yamba.

L'année dernière, lorsque nous sommes allés faire une partie de pêche avec nos grands frères pendant les vacances, j'ai ressenti les effets des produits chimiques utilisés par OLAM. Je me suis assis sur les bancs de sable au bord de la rivière, et 30 minutes plus tard, j'ai senti que mes fesses picotaient beaucoup et j'ai dû me tremper dans l'eau. J'ai essayé de laver le pantalon et les

collants que je portais, mais ça n'a pas marché. Le lendemain, je me suis retrouvé avec les fesses gonflées. Vous voyez, même s'asseoir au bord de la rivière pose problème. Boire de l'eau pose problème. L'eau est très sale, elle a une autre couleur. Je sais que pour avoir une eau de bonne qualité, il faut aller après les plantations d'OLAM. Mais pour traverser jusqu'à la prochaine source d'eau, c'est vraiment difficile. Alors le village vit une agonie... l'eau est polluée. »

Un membre du village de Mandji a expliqué : « L'eau ici, au lac Mangui, n'est pas potable du tout. L'eau de la rivière OVigui, ils la font passer par une motopompe. Elle arrive dans une réserve et dans la réserve, ils mettent des produits pour pouvoir blanchir cette eau afin qu'elle puisse être consommée. Mais elle n'est pas du tout potable. Quand on se lave avec cette eau, ça démange, on a des boutons sur la peau, il y en a qui ont la diarrhée en buvant cette eau, certains enfants tombent malades. Ceux qui n'en ont pas les moyens doivent utiliser cette eau pour boire et cuisiner. Quand les gens le peuvent, ils utilisent l'eau à Ouanza ou Keyua. « Mais ce n'est pas la joie ici, l'eau n'est pas potable du tout. »

Un habitant du site Mbadi d'OLAM, qui se trouve à Moutassou, a expliqué : « En fait, tous les sites d'OLAM sont confrontés à un problème d'eau. L'eau qu'on nous donne, celle qui est dans nos maisons, avec laquelle nous sommes censés nous laver, consommer et faire toutes les tâches ménagères, n'est pas du tout potable. Si on se lave avec, sans la chauffer, cela donne des boutons, des démangeaisons sur le corps. Ce sont les femmes qui sont les plus exposées. Si les gens venaient visiter les sites d'OLAM pour faire examiner les femmes, notamment avec des analyses d'urine, alors les résultats seraient catastrophiques, ce serait un désastre. Beaucoup de femmes ont des infections dont elles se plaignent tout le temps : mycoses, douleurs dans le bas-ventre, dans le bassin... et c'est dû à quoi tout ça ? À l'eau.

OLAM ne reconnaît jamais rien. C'est nous qui sommes les cobayes, qui souffrons, qui tombons malades avec l'eau qu'ils nous donnent. Ils nous demandent d'aller faire des analyses approfondies et de leur apporter la preuve que c'est l'eau qui nous rend malades. Chaque fois que je vais faire des examens médicaux, il y a toujours une infection. C'est vraiment pénible. Du coup, les familles sont obligées d'aller du côté Sanga, MBadi ou encore Mouila, pour avoir de l'eau potable à consommer. Mais certains n'ont pas le choix, n'ont pas les moyens d'aller tout le temps puiser de l'eau dans les villages voisins ou à Mouila, ils sont obligés de boire cette eau, malheureusement. Et vous pouvez facilement en voir beaucoup qui ont la peau abîmée, pleine de boutons, de mycoses, de gale...

C'est la même situation dans le village de Ferra. Premièrement, la pompe à eau est abîmée à cause du pompage continu non seulement des riverains, mais aussi d'autres qui viennent en masse, avec plein de bidons pour avoir de l'eau potable, vous pouvez imaginer. Pour obtenir qu'elle soit réparée, nous sommes obligés de menacer et crier sur tout le monde... C'est vraiment compliqué. Ferra est situé en amont de la rivière Rembo. Les examens effectués sur l'eau de cette rivière ont confirmé la présence de produits chimiques, ce que nous ne savions pas auparavant. Donc la rivière Rembo est aussi polluée, ce n'est plus de l'eau potable. La situation de notre lac sacré Banfoubou est une véritable catastrophe ! Il a été pollué dès l'époque de la pépinière [de l'entreprise de palmiers à huile], lorsque l'eau de la pépinière s'écoulait directement dans le lac. Nous n'avons plus le lac sacré, la plupart des lacs ont été asséchés, les marécages ont aussi été asséchés. Nous n'avons presque plus rien. Le problème de l'eau détruit de nombreuses rivières... et des villages.

De plus, les tuyaux qui traversent les plantations évacuent les déchets de l'usine, et ça pue ! Personne ne peut rester longtemps, il y a trop de mouches. Avec les grosses pluies, cette eau va se retrouver dans le cours inférieur du fleuve, là où nous plaçons la motopompe qui alimente toute la

ville de Mouila. Il y aura encore une autre crise de l'eau. Compte tenu de cette situation, comment cela se passera-t-il pendant la saison des pluies ? Comment allons-nous protéger notre peau ? Qu'est-ce qui va se passer pour nos enfants ? Pour notre santé ? Nous ne nous sentons pas en sécurité. »

Par ailleurs, la communauté d'Iroungou a alerté au début de 2022 sur la terrible situation à laquelle elle était confrontée en raison de la pollution de ses ressources en eau, quand les gens ont « constaté avec stupéfaction que depuis plusieurs jours l'eau de la rivière était devenue noire de poissons morts et dégageait une odeur désagréable. » (5) L'ONG Muyssi a donc effectué une visite pour observer et prélever de l'eau dans la rivière Iroungou en avril 2022. L'ONG a informé Olam dans une lettre que la pollution des eaux de la rivière Iroungou est due à de « l'eau provenant d'un canal menant à un bassin de rétention d'eau de l'usine Olam Palm Gabon ; ainsi que [du] remblayage (non préconisé par le plan d'aménagement) d'un ancien étang du village d'Iroungou ». L'étang était utilisé par la communauté pour la pêche. Par ailleurs, la lettre précise que « le remblayage de la mare par Olam Palm Gabon a été effectué après que la population a remarqué les cadavres de poissons, crevettes. [...] De plus, ces travaux de terrassement avaient été réalisés à l'insu de ces populations. »

Il est essentiel de soutenir la résistance des communautés confrontées aux plantations de palmiers à huile qui veulent récupérer leurs terres – et avec elles leur eau, leurs communautés et leurs vies ! La résistance a été fructueuse. L'opposition des communautés à l'expansion des plantations de palmiers à huile est l'une des raisons pour lesquelles les entreprises ne se sont pas développées aussi rapidement qu'elles l'avaient initialement prévu. Au moins 27 projets, couvrant 1,37 million d'hectares, ont échoué lors des négociations ou ont été abandonnés entre 2008 et 2019. Résister à l'accaparement des terres et de l'eau est une lutte unie ! (6) L'une des raisons du retard, de l'échec ou de l'abandon des plans d'expansion est la résistance des communautés. (7)

La crise de l'eau, à laquelle sont confrontées ces communautés et d'autres qui résistent aux plantations de palmiers à huile, n'existerait pas si leurs terres ne leur avaient pas été retirées. Résister à l'accaparement des terres et de l'eau n'est qu'une seule et même lutte !

(1) [Chain Reaction Research, African Oil Palm Expansion Slows, Reputation Risks Remain for FMCGs](#), March 2022.

(2) Bulletin WRM 250, [Communautés d'Afrique résistent aux plantations industrielles de palmiers à huile, même en temps de Covid-19](#), 2020.

(3) Oakland Institute, [Drying Out African Lands Expansion of Large-Scale Agriculture Threatens Access to Water in Africa](#), 2022.

(4) Bulletin WRM 240, Gabon : [Les plantations industrielles de palmiers à huile d'OLAM privent la communauté de Sanga de l'accès à une eau potable](#), 2018.

(5) Muyissi Environnement, Compte Rendu d'Observation Indépendante, Gabon, 2019 ; Muyissi Environnement, Dénonciation d'un enfouissement de fertilisant (NPK), Gabon, 2019; et ONG L'Bemboudie, Réclamation des analyses des eaux de la rivière Ovigi, Gabon, 2021.

(6) Idem (1)

(7) [En Afrique, les communautés résistent à l'accaparement des terres destinées à la production d'huile de palme](#), 2019.

